

LA CESSION DE LA VÉNÉTIE...

La dépêche du cabinet de Vienne, annonçant la cession de la Vénétie, a notablement changé la situation.

Si on ne peut encore prévoir les conséquences de cet acte, on peut du moins le juger.

Le gouvernement autrichien a pris le meilleur parti. Embarrassé lui-même par sa domination sur la Vénétie, qui doit lui coûter plus qu'elle ne lui rapporte, expose à des revendications incessantes, a des troubles constants, placé dans une situation fautive par sa souveraineté sur cette province, il s'est décidé à l'abandonner définitivement, et l'a cédée à la France. Il ne pouvait mieux faire, à moins pourtant qu'il ne laissât la Vénétie à elle-même, complètement libre de disposer de son sort à sa guise.

L'Autriche a agi avec autant de sagesse que de dignité.

Elle n'avait rien à accorder à l'Italie, qui lui avait déclaré la guerre et avait manqué à la foi due au traité, cousenti par elle et conclu par son alliée après la campagne de 1859. L'Autriche n'avait plus qu'à s'entendre avec le gouvernement français, signataire du traité de Villafranca, resté fidèle à son engagement et demeuré neutre malgré les provocations de la presse prétendue démocratique.

Rien là que de très-naturel et dans l'ordre des choses. Nous pouvons nous en réjouir, mais nous n'avons pas à nous en glorifier outre mesure.

Pour arriver à ce résultat, était-il donc si utile de commencer par la guerre et de faire tuer préalablement quelques mille hommes. Ne pouvait-on s'entendre d'abord? Cela n'eût-il fait que sauver de la dévastation les pays occupés militairement et de la mort des soldats tués dans les escarmouches et les batailles, on aurait encore eu lieu de s'en réjouir.

Les partisans de l'intervention et de la nécessité de la guerre doivent être convaincus que leur politique n'était pas la meilleure, puisque c'est par sa non-intervention, sa neutralité et son attitude politique que la France a obtenu ce qu'il eût été du devoir et de la dignité de l'Autriche de ne point accorder à la force, à la violation des traités et à des prétentions belliqueuses.

Quelques-uns se demandent ce que vont faire les Italiens dans cette occurrence? Accepteront-ils ou n'accepteront-ils pas la cession du la Vénétie faite d'une façon aussi peu flatteuse pour eux?

C'est aux Italiens à prendre le parti qu'il leur plaira. Mais la Vénétie cédée définitivement à la France, c'est à celle-ci qu'ils auront à rendre compte désormais de toute violation du territoire vénitien jusqu'au jour où le gouvernement français abandonnera à son tour Venise à l'Italie, ou - ce qui serait mieux encore - la livrera à elle-même.

Ce que les italiens ont pour l'instant de mieux à faire après avoir beaucoup chanté, après s'être promis à l'avance de glorieuses victoires et monté l'imagination, c'est de s'en retourner dans leurs foyers avec le souvenir de leur défaite, et la certitude de leur incapacité de faire rien pour eux par eux-mêmes.

D'ailleurs ils auront bientôt, nous l'espérons, ce qu'ils prétendaient nécessaire à leur indépendance nationale. Nous verrons alors ce qu'ils en sauront faire et comment ils la méritent.

Si la guerre n'a plus aucune raison d'être du côté de l'Italie, il n'en est pas de même en Allemagne. La Prusse n'a pas comme l'Autriche abandonne ses prétentions, du moins elle ne l'a pas encore déclaré.

M. de Bismarck après avoir commis un odieux coup-d'État en prononçant la dissolution de la Confédération, pourra-t-il se résoudre à se retirer à Berlin en emportant avec lui la honte de son acte et la certitude de son inutilité. Il est difficile de le croire.

En Allemagne, la question ne nous paraît pas résolue. Et nous l'avouons, c'est de ce côté que sont toutes nos craintes. Toute victoire ou toute prépondérance de la Prusse arrêterait la race germanique dans son développement civique, intellectuel, libéral et économique. Elle la vouerait à un unitarisme inepte et à un militarisme aussi odieux que redoutable pour la liberté des citoyens et le repos de l'Europe. Le jour où M. de Bismarck régnerait sur l'Allemagne, la civilisation aurait fait un recul; le progrès aurait perdu un espoir, la science positive un abri, la liberté un refuge, la révolution un appui.

Il sera du devoir du Congrès qui va probablement se réunir pour aviser au moyen d'assurer la paix, de rétablir dans son intégrité la *Confédération germanique*, et de lui assurer sa complète indépendance, en même temps que d'en sauvegarder les légitimes intérêts.

Il sera de l'honneur de la France de ne rien réclamer et de ne rien accepter en récompense de cette cession de la Vénétie, obtenue par sa neutralité et sa fidélité aux traités. S'il doit y avoir quelque gloire pour nous dans l'affranchissement de Venise, c'est à la condition que nous ne nous feront point payer cet affranchissement qui ne nous a rien coûté.

Aussi, protestons-nous à l'avance contre toute conquête ou tout agrandissement de territoire, faits, sous prétexte de compensation, - au profit de n'importe quelle puissance, - qui sacrifieraient l'indépendance et l'autonomie d'une province et d'un peuple, et n'auraient d'autres résultats que de jeter le trouble et la confusion en Europe et d'y continuer éternellement une guerre sans issue.

Pierre DENIS.
